Lien d'information
hebdomadaire
des communistes

N° 427
3 mars 2011

infohebdo

Sommaire

éDITO 1
Cantonales : Tous mobilisés! 1
Journée internationale des droits des femmes 2
Forum front de gauche 3
Contre la domination des marchés financiers et le carcan du traité de Lisbonne, quelle Europe ? 3
Colloque « Présence de Rosa Luxemburg » 6
Communication 6
Aide à la communication 6

ÉDITO



Cantonales : Tous mobilisés!

Le nouveau remaniement ministériel traduit l'échec de Nicolas Sarkozy, tant sur la scène internationale, qu'au plan national. L'année 2011, avec la présidence française du G20, était présentée comme « la » séquence internationale de Sarkozy.

Jusqu'à présent le spectacle offert est catastrophique, avec un soutien jusqu'au boutiste à des dictateurs chassés par les peuples, reflet d'une proximité pour le moins encombrante.

Alliot Marie à elle seule aura réussi à symboliser tout à la fois l'incompréhension des bouleversements en cours et les liens affairistes avec ces régimes.

Mais au-delà des remaniements à répétition, le discours et les actes ne changent pas.

C'est la persistance du sécuritaire et de la stigmatisation d'une partie de la population, avec comme conséquence inquiétante une banalisation du FN et de ses thèses xénophobes. C'est la volonté d'imposer un plan de super austérité, au travers d'un pacte de productivité prônant, entre autre, l'age de la retraire à 67 ans et la fin de l'indexation des salaires sur l'inflation.

Dans ce contexte les élections cantonales des 20 et 27 mars prennent un aspect particulier. Dernier scrutin national avant 2012, c'est peu de dire que le gouvernement, craignant une sanction sans précédent, cherche à en minimiser l'importance. Il y a comme une espèce de non campagne à 20 jours du 1er tour et le risque d'une abstention massive est réel.

Pourtant ces élections cantonales sont l'occasion de se doter d'élu-e-s utiles aux populations et donneront une photo, à un instant précis, de la réalité du rapport de force dans notre pays. Notre capacité à mobiliser autour de nos candidats et candidates et de réaliser un score en progrès sera un atout pour les mois à venir. C'est dans les jours qui viennent qu'un grand nombre d'électeurs et d'électrices vont se décider d'aller voter et vont faire leur choix. C'est maintenant, contact après contact, voix après voix, que nous pouvons contribuer à un bon résultat du PCF et du Front de Gauche le 20 mars.

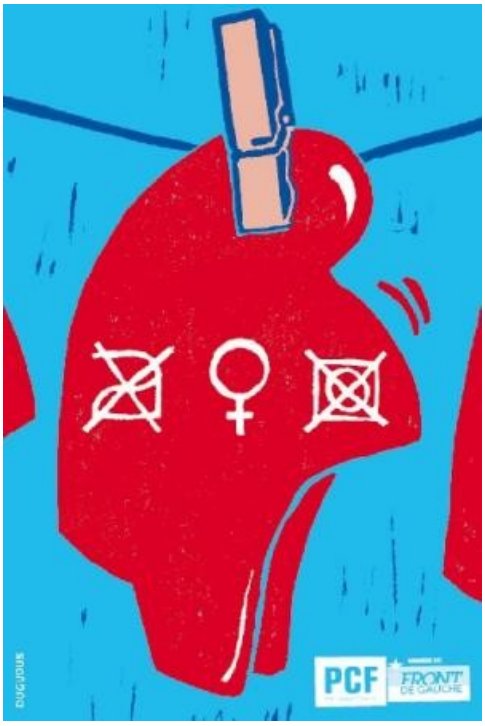
Robert Injey

A télécharger

Le tract : http://www.pcf.fr/sites/default/files/20110303-tract_cantonales.pdf

Le dossier cantonales : http://www.pcf.fr/7386

Journée internationale des droits des femmes



Une fois encore en ce 8 mars, les femmes du monde entier se mobilisent pour défendre leurs acquis et en conquérir de nouveaux.

Les femmes ne sont pas uniquement celles qui subissent de plein fouet la crise du système capitaliste, elles sont celles qui se rebellent, pour exiger une société de pleine égalité. Debout, elles se contestent l'ordre établi et ce aux quatre coins de la planète.

En Tunisie, en Egypte, elles ont été et sont encore en première ligne pour permettre à leurs pays de passer d'une dictature à une démocratie.

En France, nous avons été des milliers pour dire non à la réforme des retraites. Même si Sarkozy et son gouvernement sont passés outre, la lutte n'est pas terminée.

Notre détermination est intacte, d'autant plus que l'année 2010 devait être celle de l'égalité selon les engagements du Président de la République. Non seulement, il n'en est rien mais on assiste à une régression sans précédent de la situation des femmes.

Nous exigeons des actes et non plus des paroles.

Rebelles et citoyennes, nous voulons faire reculer toutes les inégalités et discriminations. L'égalité professionnelle et salariale doit devenir effective.

Rebelles et citoyennes, nous nous engageons pour le maintien, le développement et l'amélioration des services publics. Nous rejetons la casse de la santé avec son lot de fermetures de services hospitaliers, de centres d'IVG.

Rebelles et citoyennes, nous nous élevons contre la réforme des collectivités, véritable déni de démocratie qui sacrifie la parité sur l'autel de l'hégémonie des pouvoirs.

Contre cette politique ultralibérale, il nous faut une Gauche combative, dynamique, effrontément à gauche, qui impulse une politique de justice sociale, d'égalité, de respect de l'environnement, une politique dont le moteur est la démocratie.

A quelques jours des élections cantonales, donnez force à des élu-es déterminé-es à résister à la droite, à développer des politiques émancipatrices, en lien et ancrées dans les mobilisations sociales.

Par votre vote - action le 20 mars prochain, vous pouvez changer positivement le paysage politique, en vous donnant des conseillères et conseillers généraux, véritables relais de vos luttes et de vos aspirations, qui contribueront à faire de votre département un bouclier social et environnemental.

A noter

- **Manifestation samedi 5 Mars 14h30 Trocadéro pour l'égalité et les droits des femmes en solidarité avec les femmes algériennes, égyptiennes, iraniennes, et toutes celles qui ici et ailleurs se battent pour le respect de leur dignité, l'égalité et la liberté.**
- **8 mars : dans de nombreux endroits le 8 mars est l'occasion pour des centaines de femmes de se rassembler afin d'exiger l'égalité.**
- **Télécharger le tract : http://www.pcf.fr/sites/default/files/8_mars.pdf**

Contre la domination des marchés financiers et le carcan du traité de Lisbonne, quelle Europe ?

Il faut prendre la mesure des graves enjeux du moment.

L'instabilité internationale, engendrée par la crise du capitalisme, s'est encore renforcée. C'est désormais l'Europe qui est au cœur de la tourmente. Une offensive sans précédent se déploie actuellement contre les peuples de l'Union européenne (UE). Au prétexte de l'explosion des dettes publiques provoquée par la crise financière et le sauvetage des banques par les États, ces derniers, avec la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le concours du Fonds monétaire international (FMI), s'apprêtent à programmer une véritable saignée sociale dans tous nos pays.

Ils ont décidé de faire payer aux peuples, en particulier aux salariés, aux jeunes et aux retraités, la facture de la crise systémique du capitalisme, qui a commencé par une crise financière en 2008, et qui a entraîné une crise économique, sociale et écologique d'une ampleur inconnue depuis la crise des années 30. Des mesures d'hyper-austérité généralisée sont imposées dans tous les pays dans un contexte marqué par la montée du chômage, l'explosion de la précarité, la concurrence généralisée, le démantèlement de la protection sociale, l'abaissement constant des protections des salariés rendus toujours plus flexibles. Pendant ce temps, les marchés financiers continuent de se gaver sans vergogne.

Les effets sociaux de la crise se font sentir avec violence dans l'ensemble des pays européens. Pour ne prendre que quelques exemples, en 2010, le chômage a augmenté de 6,6% en France et les salaires roumains ont été baissés de 25%.

L'UE est entrée dans une spirale de récession.

La crise et la spéculation se concentre sur l'Euro, clé de voûte de la construction capitaliste de l'Europe.

Pour sa part, la révision du traité de Lisbonne décidée en catimini par les 27 Etats membres de l'UE lors du dernier Conseil européen vise à pérenniser, à partir de 2013, les mesures drastiques du Fonds européen de stabilité financière prétendument mis en place pour « sauver » la Grèce – en fait pour sauver les banques exposées en Grèce. Elle prévoit des sanctions de plus en plus dures pour les pays contrevenants.

Par ailleurs, a été mis en place un « semestre européen » qui soumet les parlements nationaux à une autorisation préalable des institutions européennes pour le vote du budget de leur pays !

Dans le même temps, les pays actuellement les plus exposés aux attaques spéculatives des marchés - la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne - se sont vu imposer une nouvelle accélération de « réformes » structurelles avec de lourdes conséquences sociales.

Aujourd'hui, l'Allemagne, avec le soutien de la France, tente d'aller encore plus loin dans la démolition des droits sociaux en proposant un « pacte de compétitivité» taillé à sa mesure qui sera discuté lors d'un Conseil européen extraordinaire le 11 mars et adopté lors du Conseil ordinaire prévu le 24 et le 25 mars : fin de l'indexation automatique des salaires sur l'inflation pratiquée encore dans plusieurs pays européens (Belgique, Espagne, Luxembourg, Slovaquie) ; recul tendanciel de l'âge de départ à la retraite à 67 ans ; harmonisation de l'impôt sur les sociétés ; tentative d'incorporer dans les Constitutions nationales le respect des règles budgétaires européennes.

De telles mesures visent à déposséder plus encore les peuples de leur pouvoir de décision et à approfondir la fracture démocratique et sociale dans toute l'Europe.

La coupure entre la population et les classes dirigeantes s'approfondit. Le nationalisme et la xénophobie sont des sentiments de plus en plus violents.

Dans ce contexte, tout l'enjeu est de savoir où va se dénouer la crise: soit elle se dénoue à gauche, soit elle se dénoue à droite voire très à droite.

Les peuples disent « Non » à « leur Europe »

Les dominants oublient tout simplement que les peuples ont leur mot à dire. Le terrible échec de l'orientation de l'UE nourrit une légitime et grandissante contestation. On l'a vu en Grèce, en Irlande, en France et au Portugal ; partout dans l'UE d'imposants mouvements sociaux mettent en cause ces politiques libérales et illustrent la délégitimation de telles politiques.

Plus généralement dans le monde, le peuple, ce grand oublié de la politique et des gouvernants, se réinvite et se réinvente dans le débat public. En Amérique latine, dans le monde arabe, par des luttes populaires et parfois des processus révolutionnaires se développant dans des configurations spécifiques. Les populations entendent se faire respecter. C'est vrai aussi en Europe où le choix est aujourd'hui entre l'acceptation d'un engrenage ravageur et le lancement d'une dynamique sociale et politique populaire en faveur d'un tout autre type de construction européenne.

Partout, les mouvements de résistance populaire posent la question politique. Il est nécessaire pour la gauche en Europe d'y répondre. Des exemples de recomposition politique à gauche existent dans divers pays d'Europe (Allemagne, Portugal, Grèce, Danemark etc.), avec chacun leurs spécificités et leurs bilans. Si l'on y ajoute l'irruption du Front de gauche en France, ils montrent que l'affirmation d'une autre gauche de rupture avec les politiques libérales et sociales libérales est possible. Au niveau européen, le Parti de la gauche européenne (PGE) peut jouer un rôle d'impulsion.

Le Front de Gauche porte les mesures nécessaires d'une transformation radicale de la construction européenne.

Ces dernières doivent viser :

à en finir avec la dépendance des États envers les "marchés" pour se financer. Il faut restructurer les dettes publiques et les annuler au moins partiellement ; procéder à une refonte des missions et des statuts de la BCE qui doit être mise sous contrôle démocratique, pouvoir prêter directement aux États à taux faibles, acheter des titres de la dette publique sur le marché monétaire pour promouvoir l'emploi et la formation, les services publics en visant la réponse aux besoins humains et à ceux de la planète; instaurer un contrôle des mouvements de capitaux;

à en finir avec la concurrence à tout-va. L'Europe doit servir à développer les coopérations, à lutter contre le dumping social pour converger vers une harmonisation sociale et fiscale vers le haut. Elle doit être une Europe du bouclier social.

à en finir avec les reculs dramatiques de la démocratie qui vont jusqu'à la mise sous tutelle des États. L'Europe doit miser sur l'implication des citoyens, la souveraineté populaire et l'union des peuples. Les pouvoirs de la commission doivent reculer au profit du Parlement européen et des parlements nationaux dont les droits d'initiatives, de codécision, de contrôle doivent être renforcés.

Nous pouvons briser la domination des marchés financiers

Au lieu d'humilier les plus faibles dans l'UE, jouons la solidarité, la protection. Nous ne proposons pas de sortir de l'euro, car nous ne voulons pas renforcer l'hégémonie du dollar et parce que pour nous la priorité est de remettre en cause la main mise des marchés financiers sur les richesses créées par les Européens. Ce n'est pas le principe d'une monnaie européenne qui est en cause, mais sa gestion par une Banque centrale indépendante vouée par ses statuts à la défense des détenteurs de ces capitaux rendus totalement libres de circuler par le traité de Lisbonne.

Au lieu de favoriser la spéculation, supprimons les paradis fiscaux, taxons les transactions financières. Interdisons les opérations boursières (titrisation, CDS, CDO, ventes à découvert, etc.) qui ne sont que des instruments de spéculation. Contrôlons les activités des banques qui doivent, au minimum, mettre des cloisons étanches entre leurs activités de dépôt et d'investissement. Etablissons un secteur bancaire public pour favoriser le développement d'un nouveau crédit.

Une grande politique de convergence et d'harmonisation sociale européenne doit établir de nouveaux droits : salaire minimum légal, minima sociaux, revenu minimum garanti, mesures contre le dumping social, pensions, extension des droits des travailleurs, liberté de circulation, clause de non régression-sociale, interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits. Les services publics,

avec de nouvelle créations à l'échelle européenne doivent devenir un pilier de la construction européenne.

Une véritable politique économique solidaire doit être mise en place. Elle doit impulser le développement des infrastructures publiques (éducation, santé, transports, économies d'énergie) en s'appuyant sur la mise en œuvre d'une véritable politique budgétaire européenne impliquant une augmentation significative du budget européen aujourd'hui limité à 1 % du PIB européen. Au plan fiscal, l'harmonisation doit se faire selon des règles simples : taxation du capital et des transactions financières, lutte contre les délocalisations.

Une Europe de l'égalité des droits doit voir le jour. Elle doit s'inscrire en faveur de la dignité humaine, contre la pauvreté, l'exclusion, les divisions et discriminations. Les politiques d'Europe forteresse, de stigmatisation des étrangers non communautaires doivent être abandonnées et les accords de Schengen renégociés au profit d'une action résolue de l'Europe en faveur de politiques nouvelles de migrations internationales et de co-développement. L'égalité homme-femme doit être une valeur fondamentale de l'Union, l'élimination des rapports de domination un de ses objectifs prioritaires.

Une nouvelle politique agricole commune doit être élaborée fondée sur la sécurité et la souveraineté alimentaire, rapprochant les paysans européens au lieu de les mettre en concurrence, tournée vers le développement des coopérations avec les pays qui souffrent le plus de sous-alimentation.

Nous avons besoin d'une Europe laïque, soustraite aux influences obscurantistes.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est un nouveau modèle de développement, écologique, social, solidaire. C'est une Europe indépendante, de paix, de solidarité internationale. Une Europe qui mette fin aux ingérences impérialistes et néocolonialistes, qui se retire de l'Otan, qui rapatrie ses troupes des théâtres d'opération extérieurs (Irak, Afghanistan, Afrique...). Une Europe qui s'engage pour le respect des droits des peuples, en particulier ceux du peuple palestinien.

Se libérer en France et en Europe du carcan du traité de Lisbonne

Le Front de gauche se propose de rompre avec les politiques néolibérales imposées par l'UE et les gouvernements nationaux en s'appuyant à court et moyen termes sur l'implication populaire la plus large et les mobilisations sociales.

Nous avons eu raison de nous opposer aux différents traités. Ces derniers interdisent à tout gouvernement de mettre en place les politiques de réorientation radicale de l'Union européenne que nous préconisons et que nos peuples attendent. Il faut continuer à le faire, se libérer en France et en Europe du carcan du traité de Lisbonne tout en proposant un processus de transformation réelle. Est-il réellement possible de faire changer les traités? Pour durcir et pérenniser les nouvelles dispositions du Fonds européen de stabilité financière, cela vient d'être proposé, sur un mode anti-démocratique, par celles et ceux qui nous disaient il y a peu de temps encore: «Pas touche!».

Le Front de gauche oppose au changement en catimini du traité de Lisbonne souhaité par les gouvernements l'expression pleine de la souveraineté populaire à l'échelle nationale comme à l'échelle européenne. Nous exigeons dans l'immédiat l'organisation d'un grand débat national sur les enjeux européens actuels conclu par un référendum.

La rencontre de Nîmes

Les forces sociales et politiques qui peuvent se rassembler pour agir ensemble et travailler à une vraie alternative sont considérables. Pour faire évoluer substantiellement le rapport de forces, faire bouger les consciences, nous avons besoin d'actions, de perspectives, d'engagements sur des objectifs partagés. L'idée qu'il faut coûte que coûte s'affranchir de la domination des marchés financiers et remettre en cause les politiques libérales, qu'elles soient menées au niveau national ou européen, fait son chemin. La campagne politique lancée par la gauche européenne visant à créer un « Fonds européen de développement social» répond à cette exigence.

Le processus d'élaboration publique d'un programme populaire et partagé du Front de gauche a inscrit sur sa feuille de route la rencontre du 2 mars à Nîmes. Les premiers dirigeants des organisations politiques du Front de gauche participeront à cette rencontre publique où seront également présents syndi-

calistes, élus, représentants d'associations et de mouvements sociaux, ainsi que de « grands témoins » d'autres pays européens.

Toutes et tous montreront que « oui, nous pouvons faire face à l'échec de l'Europe néolibérale ! » par la construction d'une Europe qui réponde aux exigences populaires sociales et démocratiques.

Colloque « Présence de Rosa Luxemburg »



A l'occasion du 140ème anniversaire de la naissance Rosa Luxemburg, la "Fondation Gabriel Péri", le mensuel postcapitaliste "Regards" et la revue d'analyses "Approches Marxistes" organisent un colloque le samedi 5 mars 2011 de 9h à 18h, à l'espace Niemeyer (2, place du colonel Fabien Paris 75019) !

L'actualité de ses idées "Marxisme et Démocratie"

Entrée libre

Organisé par : la "Fondation Gabriel Péri", le mensuel postcapitaliste "Regards" et la revue d'analyses "Approches Marxistes"

Présidence : Roger Martelli et Jean Jacques Karman

- Table ronde de 9h à 11h : Rosa Luxemburg et la France. Introduction Jean-Numa Ducange, maître de conférences en histoire contemporaine
- Table ronde de 11h / 13h : Rosa Luxemburg et la 2ème Internationale. Introduction Claudie Weill, ingénieur de recherche (Centre de recherches inter disciplinaires sur l'Allemagne)
- 13h / 14h Pause restauration
- Table ronde de 14h / 16h : Le KPD 1919/1924 et les idées de Rosa. Introduction Berhnard Bayerlein, historien, université de Posdam
- Table ronde de 16h / 18h : Actualité des Idées de Rosa Luxemburg. Introduction David Muhlmann, docteur en sociologie, psychanalyste

La librairie "Le Point du Jour" sera présente

Les ouvrages des participants seront disponibles ainsi que d'autres récentes publications sur Rosa Luxemburg comme A bas la guerre, A bas le gouvernement présenté par Philippe et Michael Paraire qui participeront à la discussion et signeront aussi leur ouvrage. Contact : 06 09 59 21 33

COMMUNICATION

Aide à la communication

Argent, pouvoir, un même monde

Sans doute la Françafrique a-t-elle connu des affaires plus lucratives. À coup sûr, l'épisode semble minuscule dans la longue série des collusions entre politiques, notamment de droite, et monde des affaires. Mais le voyage de Michèle Alliot-Marie et de Patrick Ollier, deux ministres de premier plan, qui mêle, sur fond de mensonges, amitié trouble avec la galaxie Ben Ali et juteux investissements, fait déborder un vase déjà trop plein. La richesse devait être décomplexée, proclamait Nicolas Sarkozy qui en a fait la preuve, de Rolex clinquante en croisière sur le yacht d'un milliardaire du CAC 40, puis en vacances dans l'hacienda mexicaine d'un affairiste soupçonné de trafic de drogue. Mais tout aujourd'hui tend à transformer en dynamite le feuilleton des liaisons malsaines entre l'argent et le pouvoir. La crise a

jeté une lumière crue sur l'enrichissement forcené des actionnaires des grandes sociétés, sur le pillage de l'économie par le capital et sur la mise en coupe réglée de la vie sociale par les intérêts des grandes fortunes.

Lors de l'épisode de la contre-réforme des retraites, une majorité de l'opinion a constaté au profit de qui roulaient les responsables gouvernementaux. L'étranglement de pays entiers par les marchés financiers et les saignées infligées par les Diafoirus du FMI ou de la Banque mondiale ont rendu plus insupportable encore cette vision de responsables publics les deux pieds englués dans les affaires troubles. Ne parlons pas de l'affaire Woerth où les lignes de défense successives ont été enfoncées l'une après l'autre par des révélations qui ont mis au jour les complaisances qui entourent le Premier Cercle des donateurs de l'UMP. N'évoquons pas non plus la solide amitié entre Nicolas Sarkozy et Jacques Servier, le père de l'Isomeride et du Mediator. Mais on comprend mieux pourquoi le gouvernement français trouvait de si grandes vertus au dictateur Ben Ali au point de vouloir, en son crépuscule, le conforter par « son savoir-faire » en matière de répression. C'était le même monde où l'argent n'a pas d'odeur et où le sang sèche vite quand les coffres-forts se remplissent. Ne dit-on pas désormais qu'au cours de son voyage familial et d'affaires la ministre française conférait au téléphone avec ce cher Ben Ali en personne ?

Citons une longue phrase de Marx évoquant la France du XIXe siècle : « Du fait que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique dans les faits et par la presse, se reproduisaient, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne, la même prostitution, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante, et se déchaînait, notamment au sommet de la société bourgeoise, la manifestation des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées, en conflit incessant avec les lois bourgeoises elles-mêmes, et dans lesquelles, tout naturellement, la richesse provenant du jeu cherche sa satisfaction, là où la jouissance devient crapuleuse, où s'entremêlent argent, boue et sang ». Qui prétendra qu'on parle ici au passé ? Il y a bien quelque chose de pourri dans le royaume Sarkozy comme chez son voisin Berlusconi.

Le besoin d'un système économique plus juste est devenu inséparable de l'exigence d'une morale publique restaurée, d'une république refondée sur l'intérêt général et sur le refus du présidentialisme, porte ouvrant sur tous les abus.

État de la France sombre tableau

Les chiffres de l'Insee dessinent un sombre tableau de la France d'aujourd'hui que le chef de l'État s'est bien gardé d'évoquer dans son numéro à la télé, pas plus que Jean-Pierre Pernaut ne les lui a rappelés.

Près de huit millions de personnes avec moins de 950 euros par mois et parmi celles-ci, 9,5 % des actifs… Un quart des salariés vivent avec moins de 0,73 % du smic annuel. La France est devenue un pays où les pauvres se comptent par millions et où le fait d'avoir un travail ne met pas à l'abri du besoin et d'une vie en miettes, morcelée, dont témoignent les femmes dont nous dressons ici le portrait. Faut-il dire qu'en lisant ces témoignages, quand bien même on ne découvre pas cette réalité, on éprouve une sorte de rage.

Le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, sur France Inter, s'inquiète : si l'on supprime le bouclier fiscal, disait-il, il faut bien relever le seuil de l'impôt sur la fortune. En d'autres termes, si on supprime d'un côté une mesure faite pour les plus aisés, il faudra bien la compenser de l'autre. Au nom de la justice, sans doute ? Et les projets de réforme, ou plutôt « d'arrangement » de la fiscalité, préparés par François Baroin, ne signifient pas autre chose. Depuis que Nicolas Sarkozy est au pouvoir, c'est l'une de ses préoccupations majeures : servir les riches. Ceux chez qui ces femmes que l'on croise dans le métro à cinq ou six heures du matin, que l'on retrouve plus tard dormant, épuisées sur les banquettes, vont se briser les reins pour des salaires au lance-pierre.

De la rage, oui, de la colère, devant la formidable inversion des valeurs de la société capitaliste. Quand on nous raconte, par exemple, que les salaires insensés et obscènes des grands patrons sont la sanction du mérite sur le marché international des compétences. Eh bien, nous tenons ici qu'il faut infiniment plus de mérite à une femme de ménage, seule avec des enfants, pour affronter la vie de tous les jours et ne pas sombrer, qu'à un grand patron signant dans son fauteuil un plan de licenciements préparé par ses services. Et qu'on nous taxe de « populisme » si on veut.

Fatigue, impossibilité de boucler les fins de mois, impayés, course dans les transports pour deux heures ici, trois heures là. Voilà le lot de centaines de milliers de salariés, et parmi eux, de jeunes et de femmes. Parmi les salariés à temps complet, les salaires féminins sont déjà inférieurs de 19 % à ceux des hommes. Mais ce sont elles qui subissent le plus durement, de la manière la plus injuste, le temps partiel. Et il n'y a pas, dans ce temps-là, que la question des salaires, de la pénibilité. Il y a la dignité, il y a les continents sombres et que l'on devine des abus, il y a les humiliations, il y a le cynisme de ces employeurs qui n'hésitent pas à proposer des femmes de ménage en petite tenue ou des heures de « messagerie rose ».

La colère ne suffit pas. L'enjeu est aussi économique, c'est aussi un enjeu de raison. Les bas salaires tirent l'ensemble des salaires vers le bas. Le temps partiel participe d'une manière essentielle à la casse des acquis sociaux et des droits des salariés, à la remise en cause même de la citoyenneté : quelle possibilité de se syndiquer, quelles luttes pour des salariés isolés, quelle participation à la vie publique quand chaque jour est une bataille ?

Relancer la croissance, remettre l'économie sur les pieds du progrès social c'est inverser cette tendance lourde, destructrice. Ce devrait être l'un des premiers marqueurs d'une politique de gauche.

Sarkozy « dégage » ...l'ISF

Le président de la République favorable à la suppression de l'impôt des riches.

À l'occasion d'un déplacement à Montmirail, dans la Marne, le président de la République s'est montré favorable à la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), comme l'ont fait « les socialistes allemands et espagnols ». « L'ISF a été supprimé partout en Europe », a-t-il déclaré. En l'occurrence, le chef de l'État confirme tout simplement que la construction européenne incite au dumping fiscal en faveur des riches et du capital et qu'il est urgent de la réorienter.

À l'adresse de son propre camp, il a affirmé : « Ce que les socialistes ont compris en Europe – pas en France – peut-être que la droite et le centre français peuvent le comprendre aussi. Ce n'est pas absurde ». Par ces propos, le chef de l'État entend mettre un terme au débat qui s'est développé à droite. Le ministre du Budget, François Baroin, a récemment envisagé une remontée du seuil d'imposition à l'ISF plutôt que sa suppression pure et simple. Le député UMP Gilles Carrez, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi, qu'« à un an de l'élection présidentielle, cette réforme doit être abordée de façon politique », ajoutant également qu'il fallait donc « modifier substantiellement » cet impôt sans le supprimer.

Nicolas Sarkozy, qui n'ignore pas que l'élection présidentielle doit avoir lieu en 2012, considère, au contraire, que « politiquement » il est préférable de jeter l'ISF aux oubliettes. S'adressant à Montmirail à des dirigeants d'entreprise sur le thème de la réindustrialisation des territoires, il a expliqué : « Il faut que l'épargne des Français soit orientée vers l'industrie. » Mais il s'est bien gardé de préciser à quelles conditions cet argent doit être orienté en ce sens.

Doit-il servir à accroître la rentabilité financière des entreprises ou contribuer à développer l'emploi ?

Débat lamentable et vrais enjeux : une caricature de débat politique.

D'un côté on a eu le sentiment, dans les médias, que l'enjeu de la réunion des argentiers mondiaux du G20 à Paris consistait à décrypter et lire les moindres gestes et mots du président du FMI, Dominique Strauss-Kahn. D'un autre côté, Nicolas Sarkozy, ce qu'il avait évité l'an dernier, a inauguré le Salon de l'agriculture et avec force haussements d'épaules et mouvements de menton, il a multiplié les belles et volontaires déclarations sur la place de la France agricole dans le monde, le rôle précieux de ses agriculteurs, bien que leur nombre diminue dramatiquement, la beauté de leurs vaches, dont le lait ne leur rapporte plus, ou la qualité de leurs céréales, dont le cours est soumis à une spéculation effrénée.

Qu'importe la réalité puisque le débat politique, ou ce qui en tient lieu, semble s'être emballé autour des deux personnalités citées. Mais de quoi parle-t-on ? De DSK, on ne sait que ce qu'il put dire, par exemple, à propos des retraites et du « dogme » des soixante ans, et de ce qu'il en est de son action à la tête du FMI, soucieux de conformer les pays aux attentes des marchés. Du chef de l'État, on peut attendre qu'il enfile son costume de Super Sarko héros de la régulation de l'économie mondiale, tout en allant chasser sur les terres de l'extrême droite en ouvrant un débat sur l'islam aussi indigne que ceux qui l'ont précédé, que ce soit à propos des Roms ou de l'identité nationale.

C’est dangereux. C’est lamentable au regard des vrais problèmes de la France et du monde. Le G20, selon Christine Lagarde, a à prouver qu’il n’est pas « un club sympathique ou l’on débat entre gens bien élevés » et qu’il est capable d’agir. Certes, mais comment et avec quelle ambition ? L’Allemagne, écrit le Figaro, « est d’accord avec Paris pour que cinq indicateurs de performance économique soient adoptés ». Et la ministre française de commenter : « Tombons d’accord d’abord sur les indicateurs, il sera grand temps ensuite de passer chaque pays à leur tamis, en prenant soin de ne pas stigmatiser les mauvais élèves ». Comme ces choses-là sont dites, le tamis, les mauvais élèves… Les marchés financiers donneront les notes et le FMI pilotera les plans de rigueur avec les recettes que l’on connaît, mises en œuvre avec une violence sans précédent dans plusieurs pays déjà, en chantier dans nombre d’autres, dont la France, au sein d’une Europe qui entend inscrire dans les constitutions de ses pays membres les règles d’or de politiques au service du capital.

Non, en effet, le G20 n’est pas un club sympathique où l’on débat entre gens bien élevés. Il est le lieu où les puissances mondiales s’affrontent dans un partage planétaire des marchés, et la régulation financière dans ces conditions n’est qu’un thème de discours, alors même que la spéculation au niveau mondial, et en premier lieu aujourd’hui sur les matières premières agricoles, entraîne des peuples entiers dans la spirale de la misère et de la faim. Les droits de l’homme et la démocratie sont au cœur des révolutions tunisiennes et égyptiennes, mais aussi le pain que l’on a vu brandi par des foules. Du Salon de l’agriculture à la réunion préparatoire du G20, il n’y a que quelques stations de métro, mais entre cette réunion et les peuples, il y a un monde.

Un monde à gagner.